Modèle d'activité 3.1

Qui était l'auteur ?			
Représentants de l'État	Représentant du gouvernement		
	État/autre autorité : représentants politiques		
	Fonctionnaire		
	Autorité locale		
	Pouvoir judiciaire		
	Armée		
	Police/forces de l'ordre		
	Personnel pénitentiaire		
	Professionnel de la santé publique		
	Éducateur public		
	État : Employeur (du client)		
Particuliers	Famille		
	Partenaire		
	Amis		
	Voisin		
	Collègue		
	Client de professionnel(le) du sexe		
Autre	Chefs religieux/traditionnels		
	Éducateur privé		
	Employeur privé		
	Professionnel de santé privé		
	Entreprise		
	Groupe de haine		
	Passant/étranger		
Inconnu			
Autre auteur : veuillez préciser			
Type d'incident			
Violence sexuelle	Viol	Pénétration physiquement forcée, non consensuelle ou autrement contrainte - même légère - du vagin, de l'anus ou de la bouche avec un pénis ou une autre partie du corps. Cela inclut également la pénétration du vagin ou de l'anus avec un objet. Le viol inclut le viol conjugal et le viol anal/sodomie.	
	Agression sexuelle	Tentative de viol	Toute forme de contact sexuel non consensuel qui n'entraîne pas ou n'inclut pas de pénétration.
		Sexe pour éviter l'extorsion/les pots-de-vin ou les brimades	
		Mutilation génitale féminine ou excision (MGF/E)	
		Attouchements sexuels non désirés	
		Stérilisation forcée	
Avortement forcé			
Mariage forcé	Le mariage d'une personne contre sa volonté, y compris le mariage précoce (mariage avant l'âge légal de la majorité).		
Harcèlement sexuel	Harcèlement, menaces de violence physique ou sexuelle, intimidation ou humiliation		
Refus de services	Refus de protection par la police	Lorsqu'une personne se voit refuser la protection de la police (par exemple, elle n'est pas autorisée à porter plainte, la police n'enquête pas sur la plainte, la police ne protège pas une personne qu'elle voit être harcelée en public).	

Modèle d'activité 3.1

	Refus d'enquête par la police	Lorsque la police refuse d'enquêter sur une plainte déposée ou retarde de manière déraisonnable l'enquête sur une plainte déposée par le/la client(e)
	Refus de protection judiciaire, d'accès à une justice équitable	Lorsqu'il existe des motifs appropriés et objectifs de croire que le juge ou d'autres représentants du tribunal ont une attitude délibérément partielle et discriminatoire à l'égard du client, ce qui les empêche de défendre les droits de ce dernier.
	Refus de services de santé	Lorsqu'un agent de santé public ou privé refuse au/à la client(e) l'accès à des services de santé de qualité ou lui fournit des services inadéquats pour des raisons jugées non raisonnables.
	Refus de services juridiques	Lorsqu'un(e) client(e) se voit refuser l'accès à une assistance ou à des services juridiques pour des raisons jugées non raisonnables.
	Déni d'éducation	Quand le/la client(e) se voit refuser l'accès à une éducation de qualité pour des raisons jugées non raisonnables.
	Déni de la liberté d'expression	Lorsqu'un client est incapable d'exprimer son opinion sans censure, contrainte ou sanction légale.
	Déni d'aide alimentaire	Lorsqu'un client se voit refuser l'accès à l'aide alimentaire par les autorités pour des raisons jugées non raisonnables.
	Refus d'autres services publics	Lorsqu'un client se voit refuser l'accès à d'autres services publics de qualité pour des raisons jugées non raisonnables.
	Déni d'embauche	Lorsqu'un client s'est vu refuser un emploi sans aucun motif légal, ou uniquement en raison de son état de santé ou de son appartenance à une population clé.
Violence/préjudice physique	Meurtre/tentative de meurtre	Lorsqu'une personne est tuée par l'auteur de l'attaque, ou lorsqu'il y a de fortes raisons de croire que l'attaque d'une personne avait pour but de la tuer.
	Agression violente/acte de violence	Lorsqu'un auteur blesse physiquement ou menace de blesser quelqu'un. La violence physique peut inclure des coups, des gifles, des coups de pied, des bousculades, etc. qui ne sont pas de nature sexuelle.
	Usage excessif de la force par les forces de l'ordre	Lorsqu'un agent des forces de l'ordre (auteur) utilise plus de force que ce qui est raisonnable dans les circonstances ; par exemple, la force physique contre une personne qui ne résiste pas à son arrestation.
	Arrestation ou détention arbitraire	Lorsqu'une personne est arrêtée ou détenue alors qu'il n'y a aucune raison de croire qu'elle a commis un délit (par exemple, une descente de police au domicile d'un(e) professionnel(le) du sexe), ou lorsque les mesures d'arrestation et/ou de détention requises par la loi n'ont pas été prises (par exemple, les droits de la personne n'ont pas été lus avant l'arrestation, la personne est détenue pendant une période déraisonnablement longue sans être inculpée).
	Torture ou traitement cruel, inhumain ou dégradant en garde à vue ou en prison	Lorsqu'un membre de la police ou de l'autorité pénitentiaire (auteur) fait subir à une personne détenue par la police ou la prison une douleur ou une souffrance grave, extrêmement humiliante ou indignes, y compris des violences physiques et psychologiques.
	Torture ou traitement cruel, inhumain ou dégradant dans un établissement de santé public	Lorsqu'un professionnel de la santé employé par le gouvernement (auteur) fait ressentir à une personne demandant des services de soins de santé une douleur ou une souffrance sévère, extrêmement humiliante ou indignes, y compris des violences physiques et psychologiques.
	Crime de haine	Un crime, généralement accompagné de violence, qui est motivé par des préjugés fondés sur la race, la religion, l'orientation sexuelle, ou d'autres motifs.
Préjudice émotionnel	Harcèlement, intimidation, brimades	Le harcèlement ou l'intimidation est un acte commis par une autre personne qui porte atteinte à la dignité et au bien-être d'une personne, la faisant se sentir en danger, en détresse, humiliée ou intimidée. Les commentaires ou les menaces racistes ou sexistes en sont des exemples. Cela inclut également les attaques contre les biens. Toute

Modèle d'activité 3.1

		discrimination fondée sur le sexe, le genre ou d'autres caractéristiques personnelles constitue un acte de harcèlement.
	Outing public, diffamation	Outing public : Lorsqu'un auteur révèle publiquement la sexualité d'un(e) client(e) ou un autre aspect privé de sa vie (par exemple, sa séropositivité), ce qui peut entraîner un préjudice pour le/la client(e) contre sa volonté. Diffamation : lorsqu'un auteur dit quelque chose à d'autres personnes, à propos d'un(e) client(e), qui est faux et porte atteinte à sa réputation.
	Autre violation de la vie privée	Tout acte par un auteur qui entraîne l'accès aux informations privées d'un(e) client(e) (par exemple sur une base de données) ou le partage avec d'autres personnes sans leur consentement éclairé.
	Discrimination en raison du statut VIH	Lorsqu'une personne est traitée de manière inéquitable ou injuste parce qu'on sait ou qu'on croit qu'elle vit avec le VIH.
	Discrimination en raison de la tuberculose	Lorsqu'une personne est traitée de manière inéquitable ou injuste parce qu'on sait ou qu'on croit qu'elle vit avec la tuberculose.
	Discrimination en raison de l'orientation sexuelle	Lorsqu'une personne est traitée de manière inéquitable ou injuste parce qu'elle est connue pour être, ou qu'on la croit être, une personne LGBTIQ+.
	Discrimination fondée sur le genre	Lorsqu'une personne est traitée de manière inéquitable ou injuste en raison de son genre (cis ou trans).
	Discrimination fondée sur l'apparence	Lorsqu'une personne est traitée de manière inéquitable ou injuste en fonction de son apparence, de la façon dont elle se présente ou de caractéristiques physiques.
Autres types d'incidents	Extorsion, chantage	Extorsion : un auteur menace ou force une personne à lui donner quelque chose (par exemple, sexe, argent, biens). Chantage : l'auteur exige de l'argent ou un autre avantage (par exemple, une relation sexuelle) d'une autre personne en échange de la non révélation d'informations compromettantes ou préjudiciables à son sujet (ou de ne pas procéder à une arrestation illégale).
	Contrôle coercitif	Lorsqu'une personne subit (généralement de la part d'un partenaire intime ou d'un conjoint) un comportement de contrôle, y compris des agressions, des menaces, des humiliations et des intimidations destinées à lui faire du mal, à la punir ou à l'effrayer. Le contrôle coercitif vise à rendre une personne dépendante [par exemple de son partenaire] en l'isolant de tout soutien, en la privant de son indépendance et en réglementant son comportement quotidien.
	Expulsion, refus de fournir un logement	Lorsqu'un(e) client(e) est illégalement mis(e) à la porte de son logement (par exemple parce que le propriétaire découvre qu'il/elle est gay).
	Vol/vol qualifié	
	Cessation d'emploi	Lorsqu'un employeur met fin à l'emploi d'un client pour des raisons ou d'une manière illégales (par exemple, parce que l'on découvre que la personne est séropositive, parce qu'elle doit s'absenter du travail pour se faire soigner, etc.)
	Violence économique	Refus de l'accès légitime aux ressources/biens économiques ou aux moyens de subsistance, à l'éducation, à la santé ou à d'autres services sociaux. Cela inclut également les situations où le client d'un(e) professionnel(le) du sexe refuse de payer les honoraires convenus, où un employeur refuse de payer un travailleur, et/ou où un propriétaire de maison close/un proxénète retient le salaire.
	Destruction de biens	Lorsqu'un auteur endommage les biens du client (par exemple en cassant son téléphone portable ou les fenêtres de son domicile).

Modèle d'activité 3.1

	Relié à la COVID-19 et au confinement	
Autre incident : veuillez décrire		